

HRW somme le Burundi de cesser de menacer les journalistes

PANA, 22 novembre 2011 New York, Etats-Unis - L'organisation de défense des droits de l'Homme, Human Rights Watch, a sommé les responsables du gouvernement burundais de cesser de faire des pressions sur les journalistes. Dans un communiqué publié à New York et reçu mardi par la PANA, Human Rights Watch note que ces dernières semaines, des journalistes ont été souvent convoqués par les autorités chargées des poursuites judiciaires pour être interrogés, en relation avec des commissions de radio impliquant des agents de l'Etat dans des affaires de violation des droits de l'Homme.

De hauts responsables du gouvernement, dont trois ministres, ont lancé publiquement des avertissements contre les médias ces derniers jours, les menaçant de poursuites judiciaires et laissant entendre qu'ils pourraient être accusés de délits tels que l'incitation à la désobéissance publique et à la haine. Les menaces se sont précisées, lorsque la presse a fait état des restrictions qui lui ont été imposées après le massacre de Gatumba le 18 septembre 2011. "Nous sommes profondément inquiets face à l'escalade de l'intimidation contre la presse au Burundi", a déclaré Daniel Bekele, le directeur Afrique de HRW. "Cette agression de la presse libre empêche pratiquement les journalistes de mener des enquêtes et d'effectuer des reportages en toute indépendance", déplore-t-il. Une quarantaine de personnes ont été tuées par des agresseurs armés le 18 septembre lors de l'attaque d'un bar à Gatumba, à environ 15 km de la capitale, Bujumbura. Les autorités ont imposé un black-out médiatique de 30 jours sur cet événement, ainsi que sur d'autres affaires en cours d'investigation. Ce black-out a brièvement été contesté par certains membres de la presse, avant d'être finalement respecté. Une fois le délai de 30 jours passé, certaines radios ont commencé à diffuser des commissions sur le massacre. En particulier, la Radio publique africaine (RPA) a diffusé une interview d'un des prévenus dans cette affaire, Innocent Ngendakuriyo, qui a été contacté en prison et affirmé que des agents de l'Etat pouvaient être impliqués dans les événements qui ont conduit au massacre de Gatumba. Le 08 novembre, Bob Rugurika, rédacteur en chef de la RPA et Patrick Nduwimana, rédacteur en chef de Radio Bonesha FM, ont reçu des convocations du bureau du procureur de Bujumbura et ont été entendus dans le cadre de ces commissions. Selon HRW, le gouvernement du Burundi harcèle et intimide les journalistes depuis des années, accusant souvent ces derniers ainsi que les militants de la Société civile d'être de connivence avec les partis d'opposition.